



Veille des Etats d'Europe centrale et balte

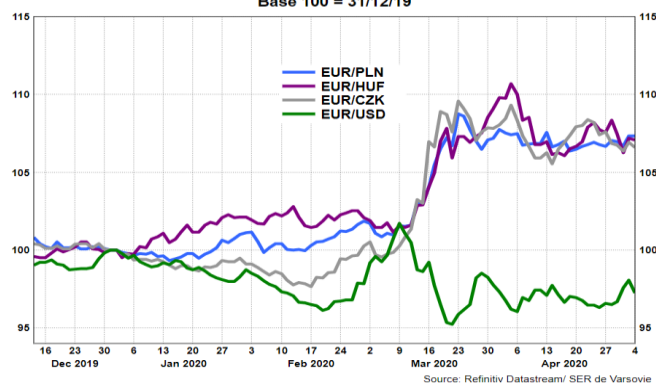
N° 04/2020

Du 28 mars au 4 mai 2020

Ensemble de la zone

MARCHES FINANCIERS

Evolution des devises à taux flottant de la zone contre l'euro
Base 100 = 31/12/19

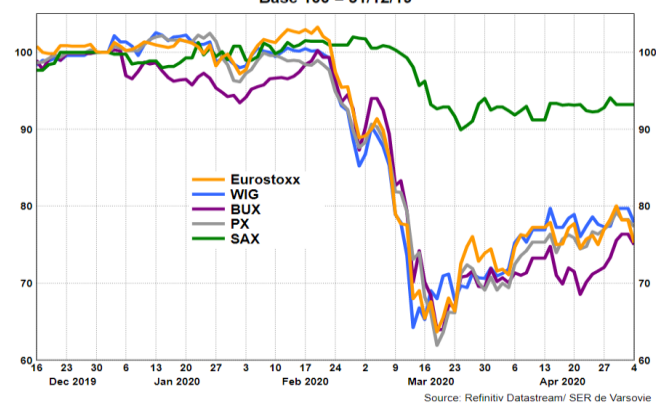


Clôtures au	01/05/2020	24/04/2020	Variation hebdomadaire (%)	Depuis fin 2019 (%)
EUR/PLN*	4,56	4,54	0,53	7,23
EUR/HUF*	354,42	356,37	-0,55	7,05
EUR/CZK*	27,17	27,30	-0,45	6,88
EUR/USD*	1,10	1,08	1,82	-1,79
WIG20	46117,00	44884,25	2,75	-20,26
BUX	35180,90	32964,67	6,72	-23,66
PX	873,17	851,91	2,50	-21,73
Eurostoxx	2927,93	2809,07	4,23	-13,96
Spread PL-10	205,00	184,30	11,23	-8,97
Spread HU-10	268,60	306,00	-12,22	18,48
Spread CZ-10	186,80	157,90	18,30	2,47

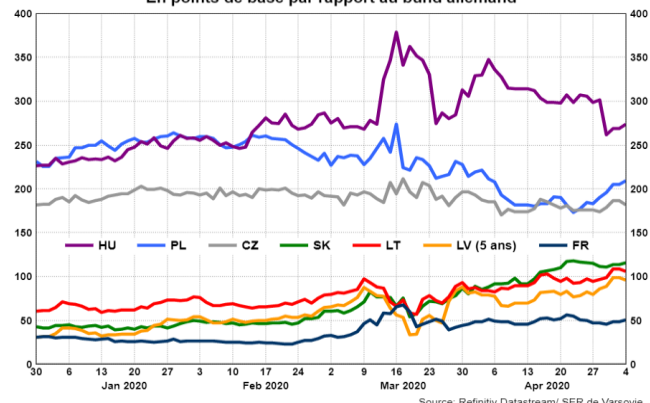
* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Evolution des indices boursiers
Base 100 = 31/12/19



Rendement des obligations souveraines à 10 ans
En points de base par rapport au bund allemand



POLITIQUE MONETAIRE

		Taux d'intérêt (%)					
Zone euro		Rép. tchèque	Pologne		Hongrie		
Taux de refinancement au jour le jour*	0,00	Taux repo (de refinancement à 2 semaines)*	1	Taux de refinancement à 1 semaine*	0,50 (-50pb)	Taux de facilité de dépôt à 3 mois*	0,90
Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,50	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,05	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,00 (-50pb)	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,05
Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour	0,25	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	2,00	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	1,00 (-50 pb)	Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour et à une semaine	0,90
Réserves obligatoires	1,00	Réserves obligatoires	2,00	Réserves obligatoires	0,50	Réserves obligatoires	1,00**

* Taux directeur; ** plus de pénalités en cas de non respect du ratio de réserves obligatoires

Sources : Banques centrales

**AFFAIRES EUROPEENNES**

- **De nombreuses autorités européennes ont commencé à procéder à un allègement des mesures de restriction** (Allemagne, Italie, Espagne, Portugal, pays d'Europe centrale et balte). Cette tendance devrait être poursuivi au mois de mai si la situation sanitaire le permet.
- **La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé des mesures additionnelles pour soutenir la liquidité.** La BCE a annoncé deux changements : des conditions plus généreuses pour les TLTRO-III, avec un taux d'intérêt inférieur de 50 au lieu de 25 pb par rapport au taux de dépôt, et l'introduction de LTRO d'une maturité d'un an. La BCE n'a en revanche pas donné plus de précisions concernant ses achats d'actifs et ses opérations monétaires sur titres (OMT).
- **Les estimations préliminaires du PIB au premier trimestre font état d'une récession de -3,9% en rythme annuel dans la zone euro et de -3,5% dans l'Union Européenne à 27**, Eurostat le 30 avril. De telles baisses d'activité n'ont pas été observées depuis 1995 et reflètent la mise en place de mesure de confinement dans de nombreux pays européens et dans le monde au mois de mars. Le niveau de croissance économique se situe à un niveau inférieur de 30% par rapport aux prévisions effectuées au préalable sans mise en place de mesures de confinement. Les conséquences liées à l'impact du coronavirus semblent généralisées au niveau européen. Les premières estimations font état d'une contraction de l'économie au premier trimestre 2020 de -21,4% en France, de 17,7% en Italie, de 19,4% en Espagne et de 14,7% en Belgique en rythme annuel.
- **Dernières prévisions économiques.** Le FMI table sur une contraction de l'économie de -7,5% en rythme annuel dans la zone euro en 2020, et sur un rebond de 4,7% en 2021.
- **Les mesures prises par les gouvernements et par la Banque centrale européenne (BCE) ont permis de soutenir le canal du crédit.** Les prêts aux sociétés non financières continuent de progresser et croient de 5,4% en rythme annuel en mars (contre 3% en février). Les prêts accordés aux ménages continuent de progresser à 3,4% en rythme annuel en mars.
- **Des premiers signes de ralentissement dans le secteur de l'industrie en zone euro.** L'indice PMI est en baisse et atteint 29,7 en mars après s'être élevé à 31,4 en février, Markit economics le 3 avril. La production industrielle continue de ralentir et atteint -1,9% au mois de mars en rythme annuel. Néanmoins, ce ralentissement semble être moins prononcé en Allemagne en comparaison des autres pays de la région, et notamment de la France.
- **La production dans le secteur de la construction a diminué de 0,9% dans la zone euro et dans l'UE à 27 au mois de février en rythme annuel**, Eurostat le 17 avril. Parmi les Etats membres, les plus larges baisses ont été observées en Suède (-8%), en Espagne (-7,2%) et en Belgique (-4,4%), tandis que les plus hausses les plus notables ont été enregistrées en Roumanie (+25,7%), en Slovénie (+9%) et en Slovaquie (+8,4%).
- **Dégradation des indices de sentiment économique**, Ecofin le 29 avril. L'indice globale de sentiment économique dans la zone euro a diminué de 103,4 en février à 94,2 en mars, principalement provoqué par des indicateurs de confiance qui ont baissé dans les services (-2,3) et l'industrie (-11,2) alors que l'indice de confiance des consommateurs finaux s'est maintenu (-11,6).
- **Le revenu réel des ménages par habitant dans l'Union européenne à 28 a enregistré une hausse de 0,2% entre le troisième et le quatrième trimestre 2019**, Eurostat le 29 avril. Au troisième trimestre 2019, la croissance du revenu réel des ménages par habitant avait augmenté de 0,5% en comparaison du deuxième trimestre.
- **La balance commerciale atteint 23 milliards d'euros en février, une hausse de 18,5 milliards d'euros par rapport au mois de février 2019**, Eurostat le 20 avril. La première estimation concernant les exportations de la zone euro en février est de 189,3 Mds d'euros, soit une augmentation de 1,6% par rapport au mois de février de l'année passée. Les importations en provenance du reste du monde se sont maintenues à 166,3 Mds d'euros, une baisse de 1% par rapport à février 2019. Les échanges intra-européens ont baissé de 0,6% en rythme annuel.



- **Alors que l'inflation globale devrait ralentir en avril, l'inflation sous-jacente devrait surprendre à la hausse.** Les premières estimations fournies par Eurostat montrent que l'inflation diminuera de 30 pb en avril pour atteindre 0,4% en rythme annuel. On note néanmoins la hausse de 0,1% de l'inflation sous-jacente sur un mois, soutenue par l'augmentation des prix des biens alimentaires qui devraient bondir de 2,4% en mars à 3,6% en avril en g.a. La chute de -9,6% des prix de l'énergie en g.a., supportée par la forte baisse du Brent, serait ainsi le principal élément conduisant à un ralentissement du rythme de l'inflation globale au mois d'avril.
- **L'indice des prix de la production industrielle diminue de -0,6% dans la zone euro et dans l'Union européenne à 27 entre février et janvier 2020,** Eurostat le 2 avril. L'indice des prix de la production industrielle a baissé de 1,3% dans la zone euro et de 1% dans l'UE en février en rythme annuel. Dans la zone euro, cette baisse provient principalement de la chute des prix dans le secteur de l'énergie (-6,5% en g.a.) et de la baisse des prix des biens intermédiaires (-1,2%). Les plus larges baisses des prix de la production industrielle ont été observées au Danemark (-5,7%), en Estonie (-4,7%), et en Italie (-3,8%). Tandis que les hausses les plus notables ont été enregistrées en Roumanie (+3,4%), en Hongrie (+3,3%) et en Bulgarie (+3%).
- **Le taux de chômage s'établit à 7,4% de la population active dans la zone euro (+10 pb) et à 6,6% dans l'Union européenne (+10 pb) en mars 2020,** Eurostat le 30 avril. En mars, 14,14 millions de personnes étaient au chômage au sein de l'Union Européenne, dont 12,15 millions dans la zone euro. Par rapport à février, le nombre de chômeurs a progressé de 241 000 dans l'UE et de 197 000 dans la zone euro. Cette hausse du nombre de demandeurs d'emplois en zone euro a été contrebalancée par la forte baisse du nombre de chômeurs en Italie (-267 000). Cette modeste dégradation du marché de l'emploi peut néanmoins cacher un recours plus important au travail à temps partiel. Par ailleurs, les mesures de confinement peuvent empêcher la recherche active d'un emploi, conduisant ainsi à sous-évaluer le taux de chômage dans l'économie. D'après les prévisions d'avril du FMI, le taux de chômage dans la zone euro devrait atteindre 10,4% en 2020 puis redescendre à 8,9% en 2021.
- **Au dernier trimestre de l'année 2019, la dette des gouvernements a atteint 84,1% du PIB dans la zone euro et 77,8% du PIB dans l'Union Européenne à 27,** Eurostat le 23 avril. Au troisième trimestre 2019, ces ratios étaient plus élevés, et s'élevaient à 85,9% du PIB dans la zone euro et à 79,3% dans l'UE. En rythme annuel, on constate une baisse des ratios de dette publique sur le PIB dans la zone euro (de 85,8% à 84,1%) et dans l'UE (de 79,6% à 77,9%). Les obligations souveraines constituent 80,9% de la dette souveraine des Etats membres de la zone euro et 80,6% de celle des Etats de l'UE à 27.
- **Maintien du déficit public à 0,7% dans la zone euro et dans l'Union européenne à 27 au troisième et quatrième trimestre 2019,** Eurostat le 23 avril. Pour la zone euro et l'UE à 27, les revenus des gouvernements ont totalisé 46,4% du PIB au quatrième trimestre 2019 (contre 46,6% au troisième trimestre). Les dépenses des gouvernements se sont élevées à 47,1% du PIB dans la zone euro au quatrième trimestre (contre 47,3% au troisième trimestre) et à 46,1% du PIB dans l'UE à 27 (contre 46,2% au troisième trimestre).

Les déficits publics et les niveaux de dettes publiques devraient fortement augmenter en 2020. Les déficits publics devraient bondir, poussés par des niveaux de croissance plus faible qu'attendu, ainsi que des politiques fiscales discrétionnaires pour limiter l'impact du coronavirus.



Pologne

- **Le bilan épidémiologique s'élève à 13693 personnes contaminées, plus de 96 000 personnes en quarantaine et 678 décès au 3 mai.** Les capacités de tests par jour sont passées de 4 100 fin mars à 25 000 début mai. Le système sanitaire n'est à ce jour pas submergé et les hôpitaux ne sont pas saturés.
- **Les premières mesures d'assouplissement des restrictions ont débuté dès le 20 avril, le scénario de déconfinement étant soumis à l'évolution de la situation sanitaire.** A compter du 20 avril le public a pu accéder aux forêts et aux parcs (sauf aires de jeux). Les enfants à partir de 13 ans ont été autorisés à se déplacer non accompagnés par un adulte. Les modalités d'accès aux magasins ont été modifiées. La mise en œuvre de la seconde étape de déconfinement concerne l'ouverture des centres commerciaux, des hôtels et centres d'hébergement, des institutions de culture, des soins de rééducation à partir du 4 mai et des crèches à partir du 6 mai. Le contrôle des frontières est maintenu jusqu' au 15 mai. Le port de masque de protection, rendu obligatoire depuis le 16 avril, reste en vigueur.
- **En complétant du premier plan d'aide aux entreprises du 18 mars dernier dit « bouclier anticrise », le Premier ministre a annoncé le 8 avril, un ambitieux programme d'injection de liquidités dans l'économie dénommé « bouclier financier » (Tarcza Finansowa) d'une valeur de 100 Mds PLN, correspondant à 4,5% du PIB.** Ce programme est géré par le Fonds polonais du développement (PFR - Polski Fundusz Rozwoju), qui a déjà émis 16,3 Mds PLN (3,8 Mds EUR) le 27 avril, afin de financer le « bouclier financier ». A la différence du premier plan, critiqué et jugé insuffisant car trop concentré sur les microentreprises et les banques, le nouveau dispositif financier a été favorablement accueilli par les entreprises mais porte l'effort public à un montant très élevé (14% du PIB) sachant qu'une partie du fardeau sera supportée par la Banque centrale (NBP). La réception des demandes d'entreprises a débuté le 29 avril et concerne, à ce stade, les micro-entreprises et les PME/PMI.
- **De nouvelles mesures, officialisées le 7 avril, viennent compléter le « bouclier anticrise » du 18 mars,** parmi lesquelles la réduction dans les cotisations d'assurance sociale ZUS à concurrence de 50% pour trois mois pour les entreprises de taille intermédiaire et moyenne, l'extension de 1 à 3 mois de la durée du plan de chômage partiel, prestations pour les agriculteurs soumis à une quarantaine obligatoire pour un coût budgétaire de 11 Md PLN (2,6 Md EUR) au total. D'autres mesures plutôt ponctuelles, officialisées le 28 avril, et représentant un coût budgétaire supplémentaire de 2,6 Md PLN (0,6 Md EUR), ont également été ajoutées au « bouclier anticrise ». Selon les données du ministère au 27 avril, l'administration publique a été saisie de 2,19 millions de demandes d'aide et d'assistance prévues par les différentes mesures composant le plan anticrise. La plupart des demandes (1,25 million) concerne l'exemption des cotisations sociales ZUS pour la période de mars à mai, sans compter 52 000 demandes de report de ces cotisations.
- **Le gouvernement a également annoncé une politique classique de relance budgétaire** avec notamment 3,2 Mds PLN (0,75 Md EUR) pour alimenter le Fonds de routes locales et des suspension temporaire de taxe. Par ailleurs, la poursuite de grands investissements d'infrastructure tels que l'aéroport central CPK (Centralny Port Komunikacyjny), sera financé par un volet du plan anticrise pour 30 Mds PLN.
- **La Banque centrale polonaise (NBP) a procédé à une seconde baisse des taux depuis le début de l'épidémie, faisant passer les taux directeurs à un niveau historique de 0,50% (-50 pdb).** La prochaine réunion de la Banque centrale aura lieu le 6 mai prochain où le marché s'attend à une autre baisse des taux de 50 pdb. Les taux de prêt marginal (Lombard) et le taux de dépôt au jour le jour ont également été abaissés de 50 pdb et s'élèvent respectivement à 1% et 0%. Le programme de « Quantitative Easing » a été élargi afin d'inclure la dette garantie par l'Etat et les T-bills en plus des obligations souveraines. La Banque centrale polonaise a déclaré soutenir la liquidité de ses banques et du marché obligataire souverain sans ajouter de plus amples précisions.
- **Dernières prévisions de croissance économique.** D'après le ministre des Finances Tadeusz Kościński, chaque mois du confinement se traduit par une baisse de la croissance d'environ 2 points en glissement



annuel. D'après le gouvernement, la récession devrait être courte mais profonde. Le gouvernement anticipe une forte contraction de l'économie au deuxième trimestre, une reprise débutant lentement au troisième trimestre et s'accéléralant au dernier trimestre de l'année. Le ministère des Finances confirme le scénario de récessions de -3,4% en 2020 et prévoit une chute de l'investissement de -11,4% et une baisse de la consommation des ménages de -3%. La consommation publique devrait en revanche augmenter de 2,9%. Le ministère prévoit également une forte contraction de exportations (-7%) et une chute des importations (-9,7%). La Banque centrale (NBP) table sur une récession de -2,6% en 2020 et un retour à la croissance dès 2021 (3,2%). Le FMI table sur une récession de -4,6% cette année puis un rebond de +4,2 % en 2021.

- **Des premiers signes de ralentissement dans le secteur de l'industrie.** L'indice PMI a baissé de 48,2 points en février à 42,4 en mars. La production industrielle en Pologne a diminué de 2,3% en g.a au mois de mars. On notera la chute la production des branches orientées à l'exportation (l'automobile -28,6%, le textile -25%, le meuble -14,7%, -11% l'industrie électronique, -10% pour la fabrication de machines et équipements. Les principaux constructeurs automobiles européens (Volkswagen, Toyota) reprennent progressivement leur activité de production en Pologne, avec toutefois des effectifs limités et l'application de mesures d'hygiène strictes. Outre la baisse de la production en mars, la chambre de commerce nationale (KIG) est préoccupée par des dysfonctionnements de chaînes de valeur ainsi que par le risque de ses faire évincer de certains marchés par leurs concurrents en provenance des pays tels que la Chine ou la Turquie, l'industrie représentant, d'après Eurostat, 22,4% du PIB polonais en 2018. La production pharmaceutique a en revanche connu un net rebond (40%), certaines productions chimique ou liées à l'emballage bénéficient également de la situation. Le secteur alimentaire a vu son activité augmenter de 7,1% en g.a. Légère baisse de 3% en g.a. dans le secteur de la construction au mois de mars où le taux d'activité s'est élevé à 70%, allant jusqu'à 90% dans certaines grandes entreprises réalisant des investissements infrastructurels.
- **La balance courante s'élève à 659 millions d'euros en mars** contre 2265 millions d'euros au mois de février.
- **Les ventes de détail en prix constants ont diminué en mars de -9% en rythme annuel**, d'après le Bureau des Statistiques GUS. Le tassement des ventes de détail a surpris les analystes qui prévoyaient une baisse de -4,2% en g.a. Cette baisse a particulièrement été marquée dans les secteurs de l'habillement/chaussure (-49,6%) et de l'automobile (-30,9%). Le nombre des immatriculations de nouveaux véhicules automobiles en mars, à 29 700 unités, a chuté de -40,8% par rapport par rapport à mars 2019, le plus faible niveau des ventes mensuelles en sept ans. Le secteur de la presse et des livres n'est pas épargné, avec une baisse de 21,4%. On constate néanmoins une forte hausse du commerce en ligne dans tous les secteurs.
- **Le nombre des touristes dans des hôtels disposant d'au moins de dix places a baissé en mars de -65% par rapport à la période analogue de l'année précédente**, d'après le Bureau des Statiques GUS. La baisse du nombre des visiteurs étrangers, à 165 000, a chuté de -69% alors que le nombre des touristes polonais, à 770 000, est en recul de -63%. Le GUS estime que dans l'hypothèse où les restrictions au fonctionnement des hôtels aux déplacements, mis en place à la suite de la déclaration de l'état de l'épidémie le 14 mars dernier, seraient maintenues au 2nd trimestre, la sous-réalisation des dépenses des touristes pourrait être évaluée entre 24 et 25,7 Md PLN (de 5,6 à 6 Md EUR).
- **Le secteur bancaire polonais n'est pas à l'abri de l'impact de la crise du coronavirus.** La capitalisation boursière de certaines grands banques, comme les banques publiques PKO BP (-41,7% sur l'espace de trois mois alors que l'indice boursier WIG-20 a baissé sur cette période de -23,6%) et Pekao SA (-50,7%) mais aussi Santander Polska (-47,4%) se situe dorénavant à des niveaux inférieurs à ceux de la crise de 2009. D'après les analystes, les investisseurs craignent l'impact de la crise sur la profitabilité



des banques, conduisant certaines agences de notations à revoir à la baisse leurs perspectives de notation des banques polonaises de « stable » à « négative ».

- **Ralentissement progressif du rythme de l'inflation.** Le Bureau des Statistiques GUS fait état d'une augmentation de l'inflation en avril de 3,4% en rythme annuel, à comparer avec le résultat de mars de 4,6%. Les prix du carburant chutent de -18,8%. En revanche, les prix des biens alimentaires continuent de progresser à un rythme comparable à celui de l'année passée (+7,4% en g.a.). Cette hausse provient principalement de l'augmentation des prix de la viande (épidémie de grippe porcine) et peut également refléter des stockages des ménages en anticipation des mesures de confinement. On notera les propos du ministre de l'agriculture Jan Ardanowski qui met en garde contre le risque d'un renchérissement des denrées alimentaires à la suite de la sécheresse de printemps observée depuis plusieurs semaines.
- Pour faire face aux problèmes de sécheresse et de déficit d'eau en Pologne, un **nouveau programme public de soutien en faveur de la rétention d'eau** d'une valeur de 10 milliards PLN (2,4 milliards d'euros) pour les sept prochaines années a été annoncé.
- **La détérioration du marché d'emploi n'est pas encore reflétée par la statistique nationale au niveau du taux de chômage.** Le taux de chômage s'établit fin mars à 5,4% contre 5,5% en février. Les prévisions d'avril du FMI tablent sur un taux de chômage à 9,9% en 2020 et 8% en 2021 contre 3,3% en 2019. Néanmoins, le taux d'emploi de 1,1% en février atteint 0,3% en mars, un résultat nettement inférieur au consensus de marché de 0,8%. Le nombre d'emplois dans le secteur des entreprises aux effectifs supérieurs ou égaux à 50 a diminué en mars de 34 200 par rapport au mois de février. Il s'agit de la chute la plus rapide du nombre d'emplois depuis 2005, d'après le Bureau des Statistiques GUS.
- **Le salaire brut moyen dans les entreprises s'établit 6,3% en mars contre 7,7% en février en rythme annuel.** Cette baisse a surtout été ressentie dans les secteurs manufacturiers, textiles, hospitaliers et de l'ameublement. La rigidité des salaires en Pologne et la hausse cette année du salaire minimum permettent de maintenir une croissance élevée des salaires.
- **Les données de la Banque centrale (NBP) sur l'évolution de la masse monétaire en mars 2020 font état d'un rebond de la production du crédit aux entreprises de 11 Md PLN (2,6 Md EUR),** un résultat mensuel quasi-record (à l'exception du résultat de janvier 2016). Les économistes expliquent une telle hausse par la volonté des entreprises de se procurer des liquidités. Pour ce qui concerne les dépôts des ménages, leur valeur a diminué de 5 Md PLN (1,2 Md EUR) en retrouvant le niveau de janvier 2014. La valeur de tous les dépôts (ménages et entreprises confondues) a diminué de 9% au cours des 12 derniers mois.
- **Le BIK (Biuro Informacji Kredytowej) rassure sur les défauts de paiement de crédits, qui sont restés réduits en mars** (entre parenthèse, le chiffre pour février) : crédits à la consommation 6% (5,2), crédits immobiliers 2 (2,5%) et crédits hors banques 10% (13%).
- **Compte tenu des mesures budgétaires exceptionnelles qui ont été prises, la dégradation du déficit public, prévue initialement à 1,1% du PIB, semble inévitable.** Le gouvernement anticipe une hausse des dépenses publiques de 142 Mds PLN en 2020, soit une augmentation de 14,8% par rapport à 2019. La moitié de ces dépenses contribue à la lutte contre le coronavirus, l'autre moitié étant le résultat des mesures instaurées en 2019 concernant la hausse du revenu minimum et les allocations sociales (programme 500+). Par ailleurs, les revenus du gouvernement devraient chuter de 32 Mds de PLN cette année, soit une baisse de -3,4% par rapport à 2019. En avril, les cotisations à la ZUS (sécurité sociale) ont diminué de 20% en rythme annuel. Ceci forcera l'Etat à combler un déficit de la sécurité sociale qui s'aggrave, augmentant du coup son propre endettement, qui pourrait atteindre fin 2020 55,2% du PIB (contre 46% fin 2019), le déficit atteignant lui 8,4%. un niveau de déficit plus atteint depuis 1995.
- **Le zloty s'est déprécié contre l'euro de 7,2% depuis le début de l'année** et semble se stabiliser depuis mi-avril à un niveau de 4,54 PLN pour 1 euro. **En parallèle, la Bourse de Varsovie (GPW) a vu son principal indice WIG 20 chuté de 20% depuis le début de l'année,** en repartant à la hausse à partir de mi-mars.



Hongrie

- **Le bilan épidémiologique s'élève à 3035 personnes contaminées, plus de 10 000 personnes en quarantaine et 351 décès au 3 mai.** Afin de se préparer au pic de l'épidémie, le ministère des Ressources humaines a ordonné la libération au 15 avril de 60 % des capacités d'accueil hospitalières, soit quelque 36 000 lits sur les 60 000 disponibles.
- **Le 29 avril, le gouvernement a adopté les grandes lignes de son plan de déconfinement qui sera mis en œuvre courant mai et qui s'effectuera de manière différenciée entre Budapest et la province.** Il sera plus strict pour Budapest et sa région qui concentrent plus de 62% des cas de contamination. A Budapest et dans le département de Pest les restrictions de sortie restent inchangées avec obligation du port du masque dans les transports en commun, marchés et magasins à Budapest depuis le 27 avril. Pour la campagne, des nouvelles règles ont été introduites à partir du 3 mai : réouverture des magasins, des terrasses des cafés, restaurants et hôtels. Les plages et les piscines de plein air, les zoos et les musées de plein air peuvent également rouvrir. La vie sportive peut reprendre son cours mais les événements doivent se tenir avec un public limité. Enfin, les messes, mariages et enterrements peuvent être organisés sans restriction.
- **Annnonce d'un deuxième plan de relance budgétaire le 6 avril, dont le montant total des mesures est un dispositif de soutien estimé à près de 20% du PIB,** soit en théorie près de 25 milliards d'euros avec un droit de tirage illimité (dont 1,7 point de PIB avec un impact sur le déficit budgétaire). Ce plan inclut entre autres des prêts subventionnés (pour HUF 2 trillions, soit 4,5% du PIB) et des mesures de chômage partiel (estimées à HUF 450 mds, ou 1% du PIB).
- **La Banque centrale hongroise (MNB) a décidé le 7 avril de relever de 0,90% à 1,85% les taux plafonds de son corridor de taux d'intérêt (overnight et one-week collateralised rate) et de rendre le corridor symétrique.** Désormais, la banque centrale fixera chaque semaine son taux à la hausse ou à la baisse à l'intérieur du corridor. Un resserrement monétaire temporaire est donc possible, si jugé nécessaire, notamment pour soutenir le taux de change. De plus, un vaste programme d'achats de bons du Trésor et d'obligation est prévu afin de maintenir la liquidité. La banque centrale hongroise a également lancé un « Funding for Growth Scheme » de 1500 Mds HUF (soit 3,3% du PIB) destiné à financer les PME à un taux d'intérêt attractif.
- **Dernières prévisions de croissance économique.** Le Ministre des Finances Mihály Varga a annoncé que la récession à venir dans l'économie hongroise sera probablement plus importante que les 3 % pronostiqués courant mars. Les prévisions gouvernementales seront rendues publiques début mai. Le FMI prévoit quant à lui une récession en 2020 à -4,6% et un rebond de la croissance en 2021 à 4,2%.
- **Des premiers signes de ralentissement au mois de mars.** Après une augmentation de la production industrielle en février à 4,1% contre 2,4% en janvier en rythme annuel, les premières données du mois de mars indiquent le début d'un ralentissement économique. L'indice PMI du a chuté en mars à 29,1 contre 50,3 au mois de février. Les nouvelles immatriculations de véhicules ont reculé à -14,3% en g.a. au mois de mars contre -1,3% en février. Il y a néanmoins une reprise progressive de la production dans les principales usines automobiles du pays, en employant une équipe sur trois, au sein des entreprises suivantes : Audi (Győr) - 14 avril ; Suzuki (Esztergom) - 27 avril ; Mercedes (Kecskemét) - 28 avril ; Usine PSA (moteurs, sans annonce de date). Par ailleurs, les ventes de détails ont augmenté en février à 11,3% en g.a. contre 7,6% au mois de janvier.
- **Dégradation des indices de confiance économique.** L'indice de confiance de sentiment économique GKI a chuté de 30 points au mois d'avril. L'indice de confiance des entreprises a quant à lui décliné de 25 points et celui des consommateurs de près de 40 points. Malgré des prévisions bien plus pessimistes durant la première partie de l'année 2009, l'indice de confiance de sentiment économique GKI n'avait jamais diminué de plus de 10 points en un mois.



- **Reprise du secteur aérien au mois de mai**, avec la relance des vols de Wizz Air sur 16 destinations au départ de Budapest.
- **Révision de la balance courante de janvier à 423 millions d'euros contre 433 au préalable.**
- **La balance commerciale s'établit à 1141 millions d'euros en février contre 1118 millions en janvier.**
- **Le taux d'inflation ressort en mars à 3,9% en rythme annuel contre 4,4% en février** mais on note une hausse de l'inflation *core* de 4,1% à 4,3% sur cette même période.
- **La détérioration du marché d'emploi n'est pas encore reflétée par la statistique nationale.** Le taux de chômage à trois mois a baissé de 3,5% en février à 3,4% en mars. En parallèle, l'Institut de recherches économiques GKI annonce que 90 à 100 000 personnes sont susceptibles de perdre leurs emplois lors des 3 prochains mois, en plus des 50 à 60 000 personnes licenciées courant le mois dernier. D'après les prévisions de GKI, le taux de chômage pourrait atteindre les 10 % sans intervention rapide et ciblée de la part du gouvernement.
- **Les salaires bruts moyens ont atteint 9,1% en février en rythme annuel.** Malgré la tendance tendance décroissante depuis le début de l'année, les salaires continuent de progresser de manière très dynamique.
- **Standard and Poor's a revu à la baisse son appréciation sur la Hongrie de « positive » à « stable », tout en maintenant sa notation BBA/A-2.** L'agence prévoit une contraction de l'économie hongroise de - 4% du PIB en 2020, mais confirme que la solidité des bases macroéconomiques et les mesures prises permettront au pays de sortir de la récession en 2021.
- **Stabilité retrouvée du Forint à 354 HUF pour 1 euro après s'est déprécié de 7% depuis le début de l'année.** JP Morgan a noté que le taux de change serait susceptible d'atteindre 400 HUF/ EUR cette année. En parallèle, **la Bourse de Budapest a enregistré une baisse de 23 % depuis le début de l'année.** Le rendement de 1,125% pour des obligations à 6 ans est le plus bas jamais enregistré dans les euro-obligations émises par la Hongrie.

République tchèque

- **Le bilan épidémiologique s'élève à 7781 personnes contaminées et 248 décès au 3 mai.**
- **Le 14 avril, le gouvernement tchèque fut l'un des premiers pays européens a annoncé un calendrier d'assouplissement des mesures de confinement, étalé sur deux mois portant sur la réouverture des commerces et autres activités ainsi que sur l'enseignement.** Ce calendrier de réouverture de l'économie a été accéléré le 23 avril de 15 jours environ, et continue d'évoluer en fonction de l'évolution de l'épidémie. Les artisans, marchés fermiers et concessionnaires automobiles sont autorisés à rouvrir depuis le 20 avril. Les centres commerciaux devraient rouvrir le 11 mai et les hôtels et restaurants le 25 mai. Les écoles rouvriront de manière partielle et progressive avec un nombre limité d'élèves. Les universités ont pu rouvrir dès le 27 avril. Les rassemblements de 10 personnes ont été autorisés dès le 24 avril. Les hôpitaux ont repris les soins et opérations sur les patients hors coronavirus. Dans le cadre d'un déconfinement progressif, les autorités tchèques misent sur la quarantaine intelligente pour permettre un dépistage ciblé et rapide des personnes contaminées.
- **Dans un contexte d'épidémie progressant actuellement à un rythme très ralenti, la Chambre des députés a adopté le 28 avril la prolongation de l'état d'urgence jusqu'au 17 mai** (en deçà de la proposition du 25 mai du gouvernement).
- **Le gouvernement a adopté le 19 mars un plan de 1 000 Mds CZK (40 Mds euros) pour soutenir l'économie, comprenant 100 Mds CZK de soutien direct et 900 Mds CZK de soutien sous forme de garanties de l'État.**
- **La Banque centrale tchèque (CNB) a laissé son taux directeur inchangé à 1% à la suite de deux baisses consécutives au mois de mars.**
- **Dernières prévisions de croissance économique.** Le FMI prévoit une récession de -6,5% cette année puis un rebond de +7,5 % en 2021.



- **La croissance du PIB réel tchèque a été révisée de 1,8% en g.a. à 2% au dernier trimestre de l'année 2019.**
- **Le secteur industriel et plus particulièrement le secteur automobile sont particulièrement touchés par cette crise.** L'indice PMI a baissé de 46,5 points en février à 41,3 en mars. On constate également une chute des nouvelles immatriculations de véhicules qui ont décliné en mars à -36,3% en g.a. contre -9,2% en février. La production industrielle a atteint -0,9% en g.a. au mois de février contre -1,3% en janvier. La production automobile a redémarré au mois d'avril. La production des usines Volkswagen a notamment repris dès le lundi 20 avril pour certains modèles. Les usines Škoda Auto (groupe VW) ont repris leur activité le 27 avril, à un rythme réduit et en intégrant des mesures d'hygiène exceptionnelles, cinq semaines après leur fermeture le 18 mars.
- **Fortement impacté par la pandémie, le trafic aérien enregistre en mars une baisse de 48% sur un an.** L'Office du contrôle du trafic aérien estime la baisse des recettes en 2020 de 2,3 Mds CZK et demande, en tant qu'infrastructure critique de l'Etat, au gouvernement une subvention de 1,5 Md CZK pour la poursuite de son fonctionnement.
- **Hausse des ventes de détails en février à 7,4% contre 5% en janvier en rythme annuel.**
- **La balance courante s'élève à 29,89Mds CZK en février contre 18,49Mds en janvier et la balance commerciale s'élève à 22,4Mds CZK en février contre 17,2 Mds en janvier.**
- **Ralentissement de l'inflation au mois de mars à 3,4% en rythme annuel contre 3,7% en février.** Le principal driver de cette baisse des prix est la baisse du cours du pétrole (-5,6% au cours du mois de mars). Les prix régulés (électricité, eau, etc) ont également diminué de 4,1% en février à 3,7% en mars en rythme annuel. L'offre monétaire M3 a augmenté au mois de mars à 8,3% en rythme annuel contre 8,2% au mois de février.
- **La détérioration du marché d'emploi n'est pas encore reflétée par la statistique nationale.** Le taux de chômage est resté inchangé au mois de mars à 3%. Le déclin de 20% de la production des PME pragoises au cours des deux premiers mois de crise pourrait entraîner la perte de dizaines de milliers d'emplois. Les PME pragoises représentent 40% de la production des PME au niveau national, génèrent 26% du PIB national et emploient 330 000 salariés. Selon le ministère de l'agriculture, il manquera jusqu'à 5 000 travailleurs étrangers à l'agriculture tchèque après la levée de l'état d'urgence, car leur visa expirera et ils devront quitter le pays. D'après les prévisions d'avril du FMI, le taux de chômage s'élèverait à 7,5 % cette année (après 2 % en 2019) et à 6 % en 2021.
- **52% des ménages tchèques ont actuellement un revenu inférieur à celui d'avant crise,** selon une enquête publiée par l'agence PAQ Research, et environ 16% d'entre eux voient leur revenu baisser d'au moins la moitié.
- **Le gouvernement a adopté un second projet de loi de finances rectificative, augmentant le déficit budgétaire pour 2020 de 200 Mds CZK (3,6 % du PIB) à 300 Mds CZK (5,3 % du PIB).** Les recettes s'établiraient à 1430 Mds CZK et les dépenses à 1730 Mds CZK. Le déficit budgétaire passe donc d'une prévision de 40 Mds CZK avant crise à 300 Mds CZK, sous l'effet d'une baisse des recettes de 149,1 Mds CZK (contre -89,8 dans la première LFR) et d'une hausse des dépenses de 110,1 Mds CZK par rapport à la situation avant crise (contre +70,2 dans la première LFR).
- **La couronne tchèque s'est dépréciée de 6,9% depuis le début de l'année** et a atteint un point bas à 27,84 CZK/EUR le 23 mars. En parallèle, **la Bourse de Prague (PX) a chuté de 21% depuis le début de l'année** en repartant à la hausse à partir de mi-mars.



Slovaquie

- **Le bilan épidémiologique s'élève à 1413 cas confirmés et 25 décès au 3 mai.** Les tests quotidiens sont passés à près de 5 000 contre près de 300 tests par jour fin mars.
- **Le PM Igor Matovič a présenté un plan de réouverture progressive de l'économie en 4 phases (les trois dernières étapes sont soumises à révision en fonction de l'évolution épidémiologique). A partir du mercredi 22 avril :** réouverture (avec port de masques faciaux et distance sociale de 2 mètres obligatoires) de tous commerces et services de moins de 300 m², installations sportives en plein air, installations d'hébergement de longue durée, marchés extérieurs et salles d'exposition de voitures. Les écoles secondaires peuvent continuer les examens d'admission et de fin d'études dans des conditions d'hygiène strictes. Les opérations chirurgicales initialement prévues peuvent également reprendre. La 2^{ème} phase d'ouverture économique pourrait être lancée le 6 mai et concernera la réouverture des hôtels, taxis, salons de coiffure, églises mais pourrait varier selon les régions. Les travailleurs transfrontaliers n'auront pas besoin d'un test Covid-19 négatif pour aller travailler en Slovaquie. Le gouvernement travaille sur une « quarantaine intelligente » qui permettrait de suivre et tester les personnes potentiellement infectées via leurs smartphones.
- **Le gouvernement a annoncé un stimulus qui représentera 1 milliard d'euro par mois, avec la couverture de 80% du salaire des employés en chômage partiel (montant maximum de 880 euros), le report des cotisations sociales des entreprises avec une perte de plus de 40% de revenus. Des garanties sur des crédits seront offertes à hauteur de 500 millions d'euro par mois.** Bien que le gouvernement ait affiché l'intention de verser aux entreprises 1 milliard d'euros par mois pour le soutien à l'emploi, seulement 5,2 millions d'euros ont été décaissés. L'aide d'État aux entreprises est en Slovaquie moins généreuse mais surtout plus lente qu'en Allemagne, au Royaume-Uni, en France, en Autriche, en Tchéquie et en Hongrie, selon une comparaison du Centre de politique publique, avec un grand écart en termes de garanties de prêts.
- **Dernières prévisions de croissance économique.** Le ministre des Finances Eduard Heger prévoit pour 2020 une contraction de 10% du PIB et une croissance économique en 2021 de 8%. Le FMI prévoit une récession en 2020 à -6,2% et un rebond de la croissance en 2021 à 5%. La Banque nationale de Slovaquie (NBS), table désormais dans son scénario le plus plausible sur une baisse de 9,3% de la croissance du PIB en 2020 alors qu'il y a un mois, une contraction de 9% était le scénario le plus pessimiste.
- **Le secteur industriel et plus particulièrement le secteur automobile sont particulièrement touchés par cette crise.** La production industrielle a ralenti en février de -1,5% en rythme annuel. Les nouvelles immatriculations de véhicules ont chuté de -45,6% en mars en g.a. contre -4,7% en février. En mars, le nombre de véhicules neufs immatriculés s'est élevé à 5 013, soit une baisse de 45,64% par rapport à mars 2019 (9 222). Sur l'ensemble de l'année 2020, la baisse des immatriculations devrait être de 31,5, selon les spécialistes automobiles. Plusieurs usines automobiles ont commencé au cours du mois d'avril à reprendre leur production. L'usine de Bratislava de Volkswagen a déjà repris la production de tous ses modèles, mais ne fonctionne qu'à 20% de sa capacité. Les usines Volkswagen, Kia Motors Slovakia ont également repris leur production en avril. Le site PSA devrait également être prêt à relancer sa production prochainement.
- **Les hôtels et restaurants pourraient subir une baisse de 50% (560 M €) de leurs ventes cette année,** selon l'association AHR. 68 000 personnes pourraient perdre leur emploi, soit 60% du total. La première phase d'ouverture, permettant aux restaurants d'offrir des services de livraison, n'a pas beaucoup aidé.
- **La balance commerciale s'élève en février à 73M euros contre 53,4M en janvier, alors qu'elle était attendue à 194 par le marché. La balance courante s'élève à -266 millions d'euros en février contre -279 en janvier.**



- **L'indicateur de confiance économique de l'office des statistiques ŠÚ a baissé de 14,1 points en avril par rapport à mars, à 83,8 points, le niveau le plus bas depuis octobre 2009.** Le sentiment a le plus baissé dans les services, mais une baisse notable a été enregistrée dans la construction, l'industrie, le commerce de détail et parmi les consommateurs. L'indicateur est en baisse de 13,2 points en comparaison annuelle.
- **L'inflation atteint 2,4% au mois de mars en rythme annuel,** selon l'Office statistique de la République slovaque le 17 avril. La variation la plus notable entre le mois de février et de mars 2020 fut dans le secteur du transport (-0,18 pp).
- **Légère augmentation du taux de chômage au mois de mars qui s'élève à 5,3% contre 5,2% en février.** D'après des données collectées par la NBS, environ 45 à 100 000 emplois seront perdus cette année, et les mesures prises par le gouvernement ont permis de sauver environ 50 000 emplois à ce jour. Les prévisions d'avril du FMI tablent sur un taux de chômage à 8% en 2020 et 7,4% en 2021 (contre 5,8% en 2019).
- **Le ministre des Finances Eduard Heger espère pouvoir équilibrer les finances publiques à la fin de son mandat.** Le ministre des Finances a déclaré que le déficit devrait s'établir entre 7 à 8,9 Mds EUR et pourrait dépasser cette année les 10% du PIB. La dette publique de 48% devrait augmenter à 58-60%. En 2020, le ministère des Finances table sur une baisse des recettes fiscales et de prélèvements à hauteur de 6,9 % (3,1 milliards d'euros) suite à une hausse de +5,7% en 2019. A partir de 2021, le ministère prévoit la relance lente des rentrées fiscales conformément à la reprise de l'activité économique. Par rapport aux prévisions de février 2020, les recettes pourraient baisser de 3,1 Md € en 2020 voire de 3,7-4,2 Md €.

ETATS BALTES

Estonie

- **Le bilan épidémiologique s'élève à 1700 cas confirmés et 55 décès au 3 mai.** Le conseil de la santé estime que la propagation du virus a particulièrement ralenti dans le pays et serait surtout concentrée dans l'île de Saaremaa. Selon l'OCDE, l'Estonie est le troisième pays qui a réalisé le plus de tests pour 1000 habitants, avec un nombre de 24,8 tests en moyenne.
- **La situation d'urgence a été prolongée jusqu'au 17 mai, mais inclue le relâchement de certaines restrictions,** notamment la reprise des traitements hospitaliers programmés effective depuis le 21 avril. Le gouvernement a validé la stratégie de sortie de crise en réunion du cabinet le 30 avril. Les restrictions de mouvement entre les îles et le continent seront levées graduellement à partir du 4 mai, et totalement levées le 18 mai. Les centres commerciaux pourraient rouvrir à compter du 11 mai. Un consortium d'entreprises du secteur de la tech et des agences de l'Etat travaillent au développement d'une application capable de signaler aux individus s'ils ont été en contact avec quelqu'un infecté par le virus. Les ministres des Affaires étrangères estonien s'est réuni avec ses homologues letton et lituanien pour discuter d'une ouverture coordonnée des frontières.
- **Suite au plan d'action économique du gouvernement lancé le 19 mars d'un montant de 2 Mds d'euros,**
- **Soutien du gouvernement dans des entreprises publiques de transport.** Le gouvernement a validé l'injection de 43 M€ dans des entreprises publiques de transport afin d'augmenter leur capital social : 30 M€ pour la compagnie aérienne nationale Nordica ; 10 M€ pour Eesti Raudtee, la société nationale des chemins de fer ; 3 M€ pour Saarte Liinid, entreprise chargée de la gestion et du développement des ports régionaux. Le ministre des Finances et le Premier ministre ont confirmé que le gouvernement espère pouvoir subventionner la compagnie maritime Tallink via un prêt de 150 millions EUR.
- **Dernières prévisions de croissance économique.** Le FMI prévoit une récession de -7,5% cette année puis un rebond de +7,9 % en 2021



- **Le ralentissement industriel devrait se faire ressentir dans les données de mars.** Pour l'heure, on observe une hausse de la production industrielle de 8,7% entre janvier et février.
- **La compagnie aérienne Nordica envisage de lancer des vols réguliers au départ de Tallinn à partir du mois de juin et juillet.** En ce qui concerne les investissements effectués par le gouvernement, ils doivent servir à la location des appareils, à la mise en place d'une plateforme de réservation de billets et au paiement des salaires des employés.
- **9 % des entreprises hongroises seraient concernées par la faillite, et 33% par des licenciements, selon le Vice-Président de la Banque centrale, Márton Nagy.** La moitié des entreprises feraient face à des problèmes de liquidité ; le pays peut s'attendre à une augmentation accrue du taux de chômage sur un an.
- **La banque Swedbank estime que la confiance des ménages estoniens est à son plus bas niveau depuis novembre 2012.** Le mois d'avril a en effet enregistré une chute brutale de celle-ci.
- **Ralentissement de l'inflation au mois de mars qui s'élève à 2,3% en rythme annuel contre 3% au mois de février.** L'inflation core ralentit aussi à 2,4% en mars contre 3,2% en février. Hausse attendue des prix des produits alimentaires, notamment des fruits et légumes, en raison de la pénurie de main d'œuvre étrangère.
- **Le taux de chômage est monté à 7,4% avec 47 889 personnes sans emploi. La tranche des 16-24 ans est davantage touchée.** Le secrétaire général adjoint au ministère des Affaires économiques, Viljar Lubi, estime que les mesures de chômage partiel ont permis de limiter la croissance du chômage. Le secteur de la restauration est le principal bénéficiaire du chômage partiel. D'après les prévisions d'avril du FMI, le taux de chômage devrait atteindre 6% en 2020 et 4,7% en 2021.

Lettonie

- **Le bilan épidémiologique s'élève à 879 cas confirmés et 16 décès au 3 mai.**
- **La Lettonie est toujours exemplaire dans sa gestion de la crise sanitaire sans avoir procédé à un confinement per se.** Le déconfinement se caractérisera par la réalisation systématique de tests sur les personnes travaillant dans les établissements préscolaires et sur les prestataires de services de transport international. Réouverture des vols commerciaux prévue à partir du 7 mai. Le gouvernement se prépare également à une deuxième vague de l'épidémie en automne, et se focalise sur le renforcement de leurs capacités de prévention et de la couverture des plus vulnérables, l'augmentation des capacités hospitalières et le développement d'une application mobile Covid-19.
- **En avril, des mesures additionnelles sont venues compléter le paquet de mesures de soutien à l'économie et aux entreprises de 2 Mds d'euros du 19 mars (7,1% du PIB).** En matière d'aides sectorielles, on notera notamment le déploiement de 150M EUR de fonds structurels en faveur de projets d'investissements réalisés par des collectivités locales.
- **Redéploiement de 500 millions d'euros des Fonds UE.** Débat en cours sur les priorités budgétaires (aides à court termes v/s relance économique par la construction). Le ministre de l'économie défend notamment un plan de relance fondé sur la construction de dix grands projets d'infrastructure et de construction.
- **Dernières prévisions de croissance économiques.** A partir des éléments du programme de stabilité letton qui ont fuité dans la presse en ligne, l'analyse du Ministère des Finances letton ne semble plus considérer comme possible une relance en V mais en U sur trois ans avec une rétractation de -7% du PIB en 2020, une croissance de +1% en 2021 et un début de rattrapage en 2022 avec une croissance à +3,5%. Le Gouverneur de la Banque Centrale estime que la pandémie représente une perte de 2 à 3 points de PIB par mois pour l'économie lettone. Selon lui, la contraction du PIB pourrait excéder -10 % en 2020. Il a toutefois précisé que les conséquences de cette crise seraient différentes de celles de la crise de 2008 compte tenu des moyens budgétaires dont dispose l'Etat. D'après les prévisions d'avril du FMI, la



Lettonie sera le pays le plus touché de la région avec une contraction de son économie de 8,6% du PIB, mais devrait connaître la reprise plus rapide +8,3 % en 2021.

- **Les premières estimations du PIB au premier trimestre table sur une récession à -1,4% en glissement annuel.**
- **Hausse de la production industrielle en février à 0,8% en contre -2% en janvier en rythme annuel.**
- **Au mois de mars 2020, le volume des ventes des véhicules légers a baissé de 34%.** Il s'est cependant nettement dégradé au mois d'avril (- 80% à -90% par rapport à la même période en 2019).
- **En mars 2020, le chiffre d'affaires du commerce de détail a baissé de 1,8 % en année glissante,** a informé le Bureau central des statistiques. Le chiffre d'affaires des produits non alimentaires (sauf le carburant automobile), ont diminué de -8,3%. Les ventes de vêtements et de chaussures ont baissé de -45,6 %, le commerce de détail dans les marchés de -24,2 %, tandis que le commerce de détail des équipements d'information et de communication, de -17,1 %. Par rapport à mars 2019, la croissance du chiffre d'affaires la plus notable a été enregistrée dans le secteur des produits pharmaceutiques et médicaux (+26,8 %) et dans le commerce de détail d'appareils électroménagers (+15,5 %). Le chiffre d'affaires de produits alimentaires a augmenté de +7,1 % (cette donnée intègre sans doute l'augmentation des prix). En date du 27 avril, le Service des Revenus d'Etat a accordé des exonérations d'impôts à 3738 entreprises pour un coût total de 56,3M EUR. 25% d'entreprises qui ont bénéficié des exonérations d'impôts représentent le secteur du commerce, 15% le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, tandis que 10%, le domaine de l'industrie de transformation.
- **Diminution des ventes de détails de 5% en février à -1,8% en mars en glissement annuel.**
- **Le Ministre de l'Economie a annoncé une diminution du volume d'exportations de 20% depuis le début de la crise.** La baisse du volume d'exportation devrait avoir un impact significatif sur la croissance lettonne, les exportations représentant près de 60% du PIB. Selon les sondages effectués par l'Agence lettonne de Développement et d'Investissement (LIAA), en mars et en avril, le chiffre d'affaire des entreprises exportatrices a baissé de 20 à 30%.
- **Chute du tourisme.** Au mois de mars 2020, le nombre d'arrivées des clients lettons et étrangers dans les hébergements touristiques en Lettonie a représenté 64 000 personnes, en baisse de presque 64% par rapport à la même période en 2019.
- **La balance commerciale s'élève à -93,6 M d'euros en février contre -93M d'euros en janvier.**
- **Ralentissement du rythme de progression de l'inflation de 2,3% en février à 1,4% en mars.** Selon le programme de stabilité letton, l'inflation en 2020 devrait se situer autour de +0,4% pour l'année 2020 (contre évaluation précédente de déflation à - 0,3 % en 2020), mais elle devrait être suivie d'un taux d'inflation de + 3% en 2021.
- **En mars 2020, les prix de production industrielle ont baissé de 1,7 % en rythme annuel.** Les prix des produits vendus sur le marché intérieur ont diminué de 1,7 %, tandis que ceux des produits exportés, de 1,6 %.
- **Selon l'Agence d'Etat pour l'Emploi, à la fin de mois de mars 2020, le taux de chômage enregistré en Lettonie était de 6,8 %,** soit une augmentation de 0,5 point de pourcentage par rapport au niveau du mois précédent. 7942 chômeurs supplémentaires ont été enregistrés depuis début avril et le nombre total des personnes au chômage a atteint 61 926. D'après les prévisions d'avril du FMI, le taux de chômage devrait atteindre 8% d'ici la fin de l'année 2020, et revenir à son niveau de 2019 en 2021 soit 6,3%. D'après le Service des Revenus d'Etat (VID), le montant moyen de l'allocation de compensation de l'inactivité versée aux salariés en situation de chômage technique est de 257€. Seuls 552 personnes ont perçu le maximum mensuel soit 700€.
- **L'ensemble du secteur aéronautique letton est à l'arrêt en raison de l'état d'urgence prévu jusqu'au 12 mai.** Au mois de mars 2020 le nombre de passagers accueillis par l'aéroport de Riga a diminué de 55,7% par rapport à la même période en 2019. Au 1er trimestre 2020, on constate une baisse de 12,6% par rapport à janvier-mars 2019. Cette année, l'aéroport international de Riga pourrait accueillir



seulement 1,6 millions de passagers en 2020 ; 4,6 millions de passagers en 2021 (contre 8 millions prévu avant la crise sanitaire).

- Le ministre des finances se prépare à injecter au moins 4 Mds EUR dans l'économie, ce qui devrait se traduire par des emprunts à hauteur de 3 Mds EUR et amener **le solde budgétaire à -10% du PIB en 2020 puis à -5% en 2021. La dette publique qui représentait 36% du PIB en 2019 (soit 11,5 Mds EUR) pourrait atteindre 51% du PIB en 2020 (soit 15,5 Mds EUR).**
- **L'agence de notation Fitch a revu à la baisse la notation souveraine de la Lettonie de « A » à « A- »** au vu de la détérioration des perspectives budgétaires de la Lettonie.

Lituanie

- **Le bilan épidémiologique s'élève à 879 cas confirmés et 16 décès au 3 mai.** Le nombre total de cas confirmés a été abaissé au mois d'avril car le nombre de tests positifs annoncé auparavant comprenait des personnes contaminées ayant subi plusieurs fois le test pour savoir si elles se sont rétablies.
- **Début du déconfinement le 15 avril, après une quarantaine mise en place depuis le 16 mars.** La première étape de déconfinement du 15 avril a concerné les artisans ayant un atelier donnant sur la rue. Début de la deuxième phase de déconfinement avec l'assouplissement des exigences pour les commerces, la restauration (cafés en plein air), les salons de beauté, la culture et les sports. Plus de libertés sont accordées pour rendre possible les activités de loisirs, quitter le pays (à partir du 4 mai) et reprendre les prestations de services de santé. Les services aériens pourront reprendre à partir du 10 mai. Le gouvernement a toutefois prolongé mercredi la quarantaine jusqu'au 11 mai et prolongé le contrôle aux frontières jusqu'au 18 mai.
- **Un paquet de nouvelles mesures sociales à hauteur de près d'un milliard d'euros a été approuvé par le gouvernement lituanien.** Celui-ci devrait aider les résidents et les employeurs à récupérer plus rapidement après la quarantaine. Ces mesures compléteront le plan de soutien aux acteurs économiques à hauteur de 5 Mds d'euros (soit 10% du PIB) adopté par les autorités lituanienes au début de la crise sanitaire.
- **Dernières prévisions de croissance économique.** Le ministère des Finances table désormais sur une contraction du PIB de -7,3% en 2020, si la crise sanitaire se limite au premier semestre. La Banque de Lituanie envisage quant à elle dans son scénario considéré le plus réaliste une récession de -11,4% en 2020 et dans celui le plus pessimiste -20,8% (scénario d'une récession et d'une reprise prolongées). Le FMI prévoit une récession de -8,1% cette année puis un rebond de +8,2 % en 2021.
- **Selon les données du Département des statistiques, le PIB de la Lituanie a augmenté de 2,6% au premier trimestre de 2020 en glissement annuel, mais a baissé de 0,2% en glissement trimestriel.** L'évolution trimestrielle du PIB a été affectée négativement par les résultats des entreprises opérant dans les domaines de l'industrie (une baisse de - 0,21%), de l'immobilier (- 0,13%), du commerce de gros et de détail, du transport et du stockage, de l'hébergement et de la restauration (-0,12%).
- **Les ventes de détail ralentissent de -6,2% en glissement annuel au mois de mars.**
- **Le ralentissement économique se fait également sentir sur le marché du travail.** Le 27 avril, le taux de chômage s'établissait à 11,3%, en hausse de 2 points de pourcentage depuis le début de la quarantaine. 194 000 personnes étaient au chômage. Depuis le 16 mars, 58 000 personnes ont perdu leur emploi ; dans le même temps 41 000 personnes ont été embauchées. Au cours de cette période, le gouvernement a distribué 20 M€ en allocations chômage. Environ un tiers de la Lituanie ne travaille pas actuellement à cause de la quarantaine. Les prévisions d'avril du FMI tablent sur un taux de chômage de 8,9% en 2020 qui devrait redescendre à 8,1% en 2021.
- **La balance commerciale s'élève en février à -0,134Mds euros contre -0,117Mds en janvier.**
- **Suspension le 22 avril de la licence européenne de la FINTECH israélienne « Bruce Bond », basée à Vilnius, pour non-conformité avec la loi lituanienne et notamment pour violation sérieuses des**



pratiques AML, les schémas -pas assez contrôlés- de dépôts semblent expliquer cette décision brutale de suspension.

- **Ralentissement de la progression du rythme d'inflation de 2,8% en rythme annuel en février à 1,8% en mars.**
- **Après l'excédent budgétaire de 0,3% du PIB en 2019, le déficit budgétaire pour cette année est estimé entre -9,1 et -11,4% du PIB, en fonction de la réalisation des facteurs de risque, et à -2,4-3,9% en 2021.** Les limites d'endettement ont été augmentées de 0,9 à 5,4 Mds d'euros et pourraient être revues à la hausse. Le programme de stabilité 2020 estime la dette publique entre 46,8 et 50,6% du PIB en 2020. Pour mémoire, le ratio de dette publique s'est établi à 36,3 % du PIB à la fin 2019, contre seulement 15,5% du PIB avant la crise financière de 2008. Selon l'OCDE, le niveau prudent de dette de la Lituanie est d'environ 40% du PIB, car il s'agit d'une économie petite et très ouverte.

LEXIQUE

cjo : corrigé des effets de calendrier

cvs : corrigé des variations saisonnières

g.a. : glissement annuel

g.t. : glissement trimestriel

IPC(H) : indice des prix à la consommation (harmonisé)

IPI : indice de la production industrielle

IPP : indice des prix à la production

PECO(B) : pays d'Europe centrale et orientale (balte)

PIB : produit intérieur brut

pb : points de base

pp : points de pourcentage

volume : à prix réels (donnée mesurée aux prix de l'année précédente chaînés)



EVOLUTION DE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS EN EUROPE CENTRALE ET BALTE

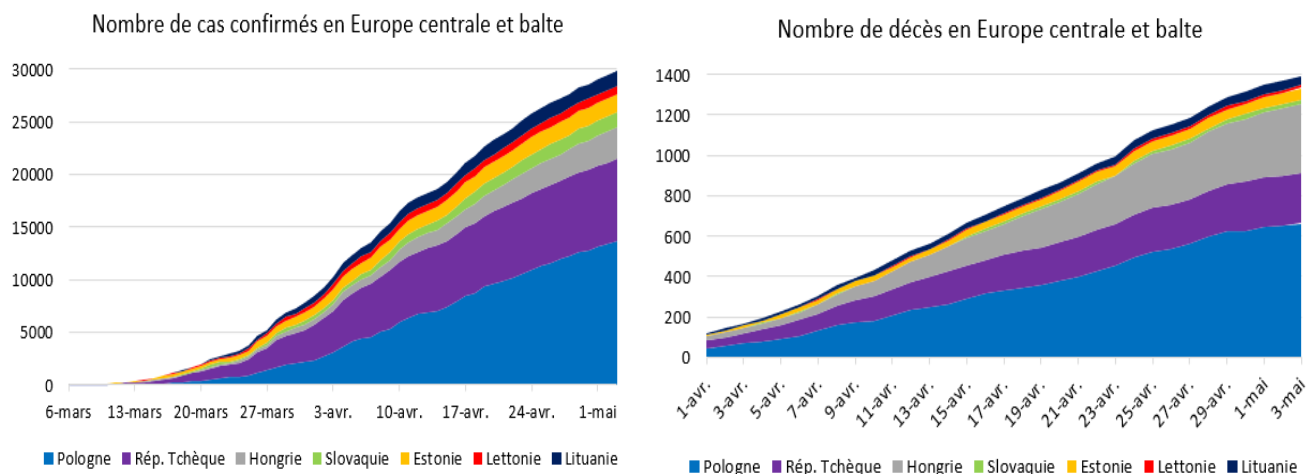


TABLEAU : PREVISIONS DE CROISSANCE ECONOMIQUE DU FMI, EN GLISSEMENT ANNUEL, EN %, AVRIL 2020

	Pologne	Hongrie	Rép. Tchèque	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie
2020	-4,6	-3,1	-6,5	-6,2	-7,5	-8,6	-8,1
2021	4,2	4,2	7,5	5	7,9	8,3	8,2


PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie							
PIB (variation N/N-1 en %)*														
2019	4,0	4,9	2,5	2,3	3,8	2,1	3,9							
2020	3,3	3,2	2,1	2,2	2,2	2,3	2,6							
2021	3,3	2,8	2,2	2,6	2,4	2,4	2,4							
Inflation (variation annuelle)*														
2019	2,1	3,4	2,6	2,8	2,3	2,7	2,2							
2020	2,7	3,3	2,4	2,5	2,1	2,3	2,3							
2021	2,5	3,1	2,0	2,2	2,1	2,2	2,1							
Chômage (% population active)														
2019	3,5	3,4	2,1	5,8	5,1	6,6	6,2							
2020	3,6	3,4	2,2	5,7	5,4	6,4	6,2							
2021	3,5	3,4	2,3	5,6	5,8	6,4	6,2							
Solde public (% PIB)														
2019	-1,0	-1,8	0,2	-0,9	-0,2	-0,6	0,0							
2020	-0,2	-1,0	-0,1	-1,2	-0,2	-0,6	0,0							
2021	-0,9	-0,8	-0,3	-1,3	-0,2	-0,6	0,0							
Dettes publiques brutes (% PIB)														
2019	47,4	68,2	31,5	48,1	8,7	36,0	36,3							
2020	45,5	66,7	30,7	47,3	8,4	35,2	35,1							
2021	44,3	64,4	30,1	46,9	8,2	32,9	34,8							
Solde courant (% PIB)														
2019	-0,4	-1,2	0,0	-2,4	1,4	-0,8	1,2							
2020	-0,4	-0,8	0,5	-2,6	1,6	-1,4	1,5							
2021	-0,1	-0,7	0,7	-2,3	1,6	-1,8	1,8							
Notation de la dette souveraine														
Agences	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.
S&P	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	AA-	Positive	A+	Stable	A+	Stable
Moody's	A2	Stable	Baa3	Stable	Aa3	Stable	A2	Stable	A1	Stable	A3	Stable	A3	Positive
Fitch	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	AA-	Stable	A-	Stable	A	Stable

* Prévisions d'hiver 2020

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Varsovie. (adresser les demandes à varsovie@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.


 MINISTÈRE
 DE L'ÉCONOMIE
 ET DES FINANCES

Service Économique Régional de Varsovie
 Ambassade de France en Pologne
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne
twitter.com/FranceEcoPoland

Rédigé par Raphaël STANZEL et Cezary TOBOJA, en collaboration avec les services économiques de la région
 Validation : Benoît GRESS

Version du 05/05/2020